

1.2. L'influence des écrits nationalistes et de la religion sur l'opinion publique

Activité
Histoire de guerre

- 1^{ère} de Lycée -

Suggestions d'autres activités

1. Décoder une affiche de propagande

Patrick Mougenet, enseignant en histoire-géographie a élaboré une activité avec fiche élève, fiche enseignant proposant de décoder une affiche de propagande de la Grande Guerre : *Beat Back the Hun* (« Repousser le barbare »).

L'activité est disponible à l'adresse :

http://www.histoire-geo.org/Partenaire/Mougenet/pm_1ereH_fiche_1914-18.html

La page présente en outre le cadre pédagogique de cette analyse, proposée pour les Collèges et Lycées.



2. Groupement de textes sur le nationalisme

Proposition de groupement de textes à étudier sur l'idée de nation telle qu'elle s'est formée au 19^{ème} siècle en Europe ainsi que sur le nationalisme qui peut en être une dérive extrémiste :

1- Ernest RENAN (1823-1892)

Qu'est-ce qu'une nation ?, Conférence à la Sorbonne, 1882

2- Victor HUGO (1802-1885)

Le centenaire de Dante, 1865

3- Ernest LAUT

Le poète soldat, Le Petit Journal, mars 1914

4- Bernard CASSEN

La nation contre le nationalisme, Le Monde Diplomatique, mars 1998

5- *Programme du Front National* (Extraits), 2006

Les textes sont reproduits dans cette fiche.



Texte 1 : Ernest Renan (1823-1892), *Qu'est-ce qu'une nation ?* - 1882

Qu'est-ce qu'une nation ? est une conférence donnée par Ernest Renan, à la Sorbonne, en 1882

[...]

1. Depuis la fin de l'Empire romain, ou, mieux, depuis la dislocation de l'Empire de Charlemagne, l'Europe occidentale nous apparaît divisée en nations, dont quelques-unes, à certaines époques, ont cherché à exercer une hégémonie sur les autres, sans jamais y réussir d'une manière durable. Ce que n'ont pu Charles-Quint, Louis XIV, Napoléon Ier, personne probablement ne le pourra dans l'avenir. L'établissement d'un nouvel Empire romain ou d'un nouvel Empire de Charlemagne est devenu une impossibilité. La division de l'Europe est trop grande pour qu'une tentative de domination universelle ne provoque pas très vite une coalition qui fasse rentrer la nation ambitieuse dans ses bornes naturelles. Une sorte d'équilibre est établi pour longtemps. La France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie seront encore, dans des centaines d'années, et malgré les aventures qu'elles auront courues, des individualités historiques, les pièces essentielles d'un damier, dont les cases varient sans cesse d'importance et de grandeur, mais ne se confondent jamais tout à fait.

Les nations, entendues de cette manière, sont quelque chose d'assez nouveau dans l'histoire. L'antiquité ne les connut pas ; l'Égypte, la Chine, l'antique Chaldée ne furent à aucun degré des nations. C'étaient des troupeaux menés par un fils du Soleil, ou un fils du Ciel. Il n'y eut pas de citoyens égyptiens, pas plus qu'il n'y a de citoyens chinois. L'antiquité classique eut des républiques et des royautés municipales, des confédérations de républiques locales, des empires ; elle n'eut guère la nation au sens où nous la comprenons. Athènes, Sparte, Sidon, Tyr sont de petits centres d'admirable patriotisme ; mais ce sont des cités avec un territoire relativement restreint. La Gaule, l'Espagne, l'Italie, avant leur absorption dans l'Empire romain, étaient des ensembles de peuplades, souvent ligüées entre elles, mais sans institutions centrales, sans dynasties. L'Empire assyrien, l'Empire persan, l'Empire d'Alexandre ne furent pas non plus des patries. Il n'y eut jamais de patriotes assyriens ; l'Empire persan fut une vaste féodalité. Pas une nation ne rattache ses origines à la colossale aventure d'Alexandre, qui fut cependant si riche en conséquences pour l'histoire générale de la civilisation.

L'Empire romain fut bien plus près d'être une patrie. En retour de l'immense bienfait de la cessation des guerres, la domination romaine, d'abord si dure, fut bien vite aimée. Ce fut une grande association, synonyme d'ordre, de paix et de civilisation. Dans les derniers temps de l'Empire, il y eut, chez les âmes élevées, chez les évêques éclairés, chez les lettrés, un vrai sentiment de «la paix romaine», opposée au chaos menaçant de la barbarie. Mais un empire, douze fois grand comme la France actuelle, ne saurait former un État dans l'acception moderne. La scission de l'Orient et de l'Occident était inévitable. Les essais d'un empire gaulois, au III^e siècle, ne réussirent pas. C'est l'invasion germanique qui introduisit dans le monde le principe qui, plus tard, a servi de base à l'existence des nationalités.

Que firent les peuples germaniques, en effet, depuis leurs grandes invasions du Ve siècle jusqu'aux dernières conquêtes normandes au Xe ? Ils changèrent peu le fond des races ; mais ils imposèrent des dynasties et une aristocratie militaire à des parties plus ou moins considérables de l'ancien Empire d'Occident, lesquelles prirent le nom de leurs envahisseurs. De là une France, une Bourgogne, une Lombardie ; plus tard, une Normandie. La rapide prépondérance que prit l'empire franc refait un moment l'unité de l'Occident ; mais cet empire se brise irrémédiablement vers le milieu du IX^e siècle ; le traité de Verdun trace des divisions immuables en principe, et dès lors la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne s'acheminent, par des voies souvent détournées et à travers mille aventures, à leur pleine existence nationale, telle que nous la voyons s'épanouir aujourd'hui.

Qu'est-ce qui caractérise, en effet, ces différents États ? C'est la fusion des populations qui les composent. Dans les pays que nous venons d'énumérer, rien d'analogue à ce que vous trouverez en Turquie, où le Turc, le Slave, le Grec, l'Arménien, l'Arabe, le Syrien, le Kurde sont aussi distincts aujourd'hui qu'au jour de la conquête. Deux circonstances essentielles contribuèrent à ce résultat. D'abord le fait que les peuples germaniques adoptèrent le christianisme dès qu'ils eurent des contacts un peu suivis avec les peuples grecs et latins. Quand le vainqueur et le vaincu sont de la même

religion, ou plutôt, quand le vainqueur adopte la religion du vaincu, le système turc, la distinction absolue des hommes d'après la religion, ne peut plus se produire. La seconde circonstance fut, de la part des conquérants, l'oubli de leur propre langue. Les petits-fils de Clovis, d'Alaric, de Gondebaud, d'Alboïn, de Rollon, parlaient déjà roman. Ce fait était lui-même la conséquence d'une autre particularité importante ; c'est que les Francs, les Burgondes, les Goths, les Lombards, les Normands avaient très peu de femmes de leur race avec eux. Pendant plusieurs générations, les chefs ne se marient qu'avec des femmes germanes ; mais leurs concubines sont latines, les nourrices des enfants sont latines ; toute la tribu épouse des femmes latines ; ce qui fit que la *lingua francica*, la *lingua gothica* n'eurent, depuis l'établissement des Francs et des Goths en terres romaines, que de très courtes destinées. Il n'en fut pas ainsi en Angleterre ; car l'invasion anglo-saxonne avait sans doute des femmes avec elle ; la population bretonne s'enfuit, et, d'ailleurs, le latin n'était plus, ou même, ne fut jamais dominant dans la Bretagne. Si on eût généralement parlé gaulois dans la Gaule, au Ve siècle, Clovis et les siens n'eussent pas abandonné le germanique pour le gaulois.

De là ce résultat capital que, malgré l'extrême violence des mœurs des envahisseurs germanes, le moule qu'ils imposèrent devint, avec les siècles, le moule même de la nation. *France* devint très légitimement le nom d'un pays où il n'était entré qu'une imperceptible minorité de Francs. Au Xe siècle, dans les premières chansons de geste, qui sont un miroir si parfait de l'esprit du temps, tous les habitants de la France sont des Français. L'idée d'une différence de races dans la population de la France, si évidente chez Grégoire de Tours, ne se présente à aucun degré chez les écrivains et les poètes français postérieurs à Hugues Capet. La différence du noble et du vilain est aussi accentuée que possible ; mais la différence de l'un à l'autre n'est en rien une différence ethnique ; c'est une différence de courage, d'habitudes et d'éducation transmise héréditairement ; l'idée que l'origine de tout cela soit une conquête ne vient à personne. Le faux système d'après lequel la noblesse dut son origine à un privilège conféré par le roi pour de grands services rendus à la nation, si bien que tout noble est un anobli, ce système est établi comme un dogme dès le XIIIe siècle. La même chose se passa à la suite de presque toutes les conquêtes normandes. Au bout d'une ou deux générations, les envahisseurs normands ne se distinguaient plus du reste de la population ; leur influence n'en avait pas moins été profonde ; ils avaient donné au pays conquis une noblesse, des habitudes militaires, un patriotisme qu'il n'avait pas auparavant.

L'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation, et c'est ainsi que le progrès des études historiques est souvent pour la nationalité un danger. L'investigation historique, en effet, remet en lumière les faits de violence qui se sont passés à l'origine de toutes les formations politiques, même de celles dont les conséquences ont été le plus bienfaisantes. L'unité se fait toujours brutalement ; la réunion de la France du Nord et de la France du Midi a été le résultat d'une extermination et d'une terreur continuée pendant près d'un siècle. Le roi de France, qui est, si j'ose le dire, le type idéal d'un cristallisateur séculaire ; le roi de France, qui a fait la plus parfaite unité nationale qu'il y ait ; le roi de France, vu de trop près, a perdu son prestige ; la nation qu'il avait formée l'a maudit, et, aujourd'hui, il n'y a que les esprits cultivés qui sachent ce qu'il valait et ce qu'il a fait.

C'est par le contraste que ces grandes lois de l'histoire de l'Europe occidentale deviennent sensibles. Dans l'entreprise que le roi de France, en partie par sa tyrannie, en partie par sa justice, a si admirablement menée à terme, beaucoup de pays ont échoué. Sous la couronne de saint Étienne, les Magyars et les Slaves sont restés aussi distincts qu'ils l'étaient il y a huit cents ans. Loin de fondre les éléments divers de ses domaines, la maison de Habsbourg les a tenus distincts et souvent opposés les uns aux autres. En Bohême, l'élément tchèque et l'élément allemand sont superposés comme l'huile et l'eau dans un verre. La politique turque de la séparation des nationalités d'après la religion a eu de bien plus graves conséquences : elle a causé la ruine de l'Orient. Prenez une ville comme Salonique ou Smyrne, vous y trouverez cinq ou six communautés dont chacune a ses souvenirs et qui n'ont entre elles presque rien en commun. Or l'essence d'une nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient oublié bien des choses. Aucun citoyen français ne sait s'il est burgonde, alain, taïfale, visigoth ; tout citoyen français doit avoir oublié la Saint-Barthélemy, les massacres du Midi au XIIIe siècle. Il n'y a pas en France dix familles qui puissent fournir la preuve d'une origine franque, et encore une telle preuve serait-elle essentiellement défectueuse, par suite de mille croisements inconnus qui peuvent déranger tous les systèmes des généalogistes.

La nation moderne est donc un résultat historique amené par une série de faits convergeant dans le même sens. Tantôt l'unité a été réalisée par une dynastie, comme c'est le cas pour la France ; tantôt elle l'a été par la volonté directe des provinces, comme c'est le cas pour la Hollande, la Suisse, la Belgique ; tantôt par un esprit général, tardivement vainqueur des caprices de la féodalité, comme c'est le cas pour l'Italie et l'Allemagne. Toujours une profonde raison d'être a présidé à ces formations. Les principes, en pareils cas, se font jour par les surprises les plus inattendues. Nous avons vu, de nos jours, l'Italie unifiée par ses défaites, et la Turquie démolie par ses victoires. Chaque défaite avançait les affaires de l'Italie ; chaque victoire perdait la Turquie ; car l'Italie est une nation, et la Turquie, hors de l'Asie Mineure, n'en est pas une. C'est la gloire de la France d'avoir, par la Révolution française, proclamé qu'une nation existe par elle-même. Nous ne devons pas trouver mauvais qu'on nous imite. Le principe des nations est le nôtre. Mais qu'est-ce donc qu'une nation ? Pourquoi la Hollande est-elle une nation, tandis que le Hanovre ou le grand-duché de Parme n'en sont pas une ? Comment la France persiste-t-elle à être une nation, quand le principe qui l'a créée a disparu ? Comment la Suisse, qui a trois langues, deux religions, trois ou quatre races, est-elle une nation, quand la Toscane, par exemple, qui est si homogène, n'en est pas une ? Pourquoi l'Autriche est-elle un État et non pas une nation ? En quoi le principe des nationalités diffère-t-il du principe des races ? Voilà des points sur lesquels un esprit réfléchi tient à être fixé, pour se mettre d'accord avec lui-même. Les affaires du monde ne se règlent guère par ces sortes de raisonnements ; mais les hommes appliqués veulent porter en ces matières quelque raison et démêler les confusions où s'embrouillent les esprits superficiels.

2. II

À entendre certains théoriciens politiques, une nation est avant tout une dynastie, représentant une ancienne conquête, conquête acceptée d'abord, puis oubliée par la masse du peuple. Selon les politiques dont je parle, le groupement de provinces effectué par une dynastie, par ses guerres, par ses mariages, par ses traités, finit avec la dynastie qui l'a formé. Il est très vrai que la plupart des nations modernes ont été faites par une famille d'origine féodale, qui a contracté mariage avec le sol et qui a été en quelque sorte un noyau de centralisation. Les limites de la France en 1789 n'avaient rien de naturel ni de nécessaire. La large zone que la maison capétienne avait ajoutée à l'étroite lisière du traité de Verdun fut bien l'acquisition personnelle de cette maison. À l'époque où furent faites les annexions, on n'avait l'idée ni des limites naturelles, ni du droit des nations, ni de la volonté des provinces. La réunion de l'Angleterre, de l'Irlande et de l'Écosse fut de même un fait dynastique. L'Italie n'a tardé si longtemps à être une nation que parce que, parmi ses nombreuses maisons régnantes, aucune, avant notre siècle, ne se fit le centre de l'unité. Chose étrange, c'est à l'obscur île de Sardaigne, terre à peine italienne, qu'elle a pris un titre royal. La Hollande, qui s'est créée elle-même, par un acte d'héroïque résolution, a néanmoins contracté un mariage intime avec la maison d'Orange, et elle courrait de vrais dangers le jour où cette union serait compromise.

Une telle loi, cependant, est-elle absolue ? Non, sans doute. La Suisse et les États-Unis, qui se sont formés comme des conglomerats d'additions successives, n'ont aucune base dynastique. Je ne discuterai pas la question en ce qui concerne la France. Il faudrait avoir le secret de l'avenir. Disons seulement que cette grande royauté française avait été si hautement nationale, que, le lendemain de sa chute, la nation a pu tenir sans elle. Et puis le XVIII^e siècle avait changé toute chose. L'homme était revenu, après des siècles d'abaissement, à l'esprit antique, au respect de lui-même, à l'idée de ses droits. Les mots de patrie et de citoyen avaient repris leur sens. Ainsi a pu s'accomplir l'opération la plus hardie qui ait été pratiquée dans l'histoire, opération que l'on peut comparer à ce que serait, en physiologie, la tentative de faire vivre en son identité première un corps à qui l'on aurait enlevé le cerveau et le cœur.

Il faut donc admettre qu'une nation peut exister sans principe dynastique, et même que des nations qui ont été formées par des dynasties peuvent se séparer de cette dynastie sans pour cela cesser d'exister. Le vieux principe qui ne tient compte que du droit des princes ne saurait plus être maintenu ; outre le droit dynastique, il y a le droit national. Ce droit national, sur quel critérium le fonder ? à quel signe le connaître ? de quel fait tangible le faire dériver ?

I. - *De la race, disent plusieurs avec assurance.*

Les divisions artificielles, résultant de la féodalité, des mariages princiers, des congrès de diplomates, sont caduques. Ce qui reste ferme et fixe, c'est la race des populations. Voilà ce qui constitue un droit, une légitimité. La famille germanique, par exemple, selon la théorie que j'expose, a le droit de

repandre les membres épars du germanisme, même quand ces membres ne demandent pas à se rejoindre. Le droit du germanisme sur telle province est plus fort que le droit des habitants de cette province sur eux-mêmes. On crée ainsi une sorte de droit primordial analogue à celui des rois de droit divin ; au principe des nations on substitue celui de l'ethnographie. C'est là une très grande erreur, qui, si elle devenait dominante, perdrait la civilisation européenne. Autant le principe des nations est juste et légitime, autant celui du droit primordial des races est étroit et plein de danger pour le véritable progrès.

Dans la tribu et la cité antiques, le fait de la race avait, nous le reconnaissons, une importance de premier ordre. La tribu et la cité antiques n'étaient qu'une extension de la famille. À Sparte, à Athènes, tous les citoyens étaient parents à des degrés plus ou moins rapprochés. Il en était de même chez les Beni-Israël ; il en est encore ainsi dans les tribus arabes. D'Athènes, de Sparte, de la tribu israélite, transportons-nous dans l'Empire romain. La situation est tout autre. Formée d'abord par la violence, puis maintenue par l'intérêt, cette grande agglomération de villes, de provinces absolument différentes, porte à l'idée de race le coup le plus grave. Le christianisme, avec son caractère universel et absolu, travaille plus efficacement encore dans le même sens. Il contracte avec l'Empire romain une alliance intime, et, par l'effet de ces deux incomparables agents d'unification, la raison ethnographique est écartée du gouvernement des choses humaines pour des siècles.

L'invasion des barbares fut, malgré les apparences, un pas de plus dans cette voie. Les découpures de royaumes barbares n'ont rien d'ethnographique ; elles sont réglées par la force ou le caprice des envahisseurs. La race des populations qu'ils subordonnaient était pour eux la chose la plus indifférente. Charlemagne refit à sa manière ce que Rome avait déjà fait : un empire unique composé des races les plus diverses ; les auteurs du traité de Verdun, en traçant imperturbablement leurs deux grandes lignes du nord au sud, n'eurent pas le moindre souci de la race des gens qui se trouvaient à droite ou à gauche. Les mouvements de frontière qui s'opérèrent dans la suite du Moyen Âge furent aussi en dehors de toute tendance ethnographique. Si la politique suivie de la maison capétienne est arrivée à grouper à peu près, sous le nom de France, les territoires de l'ancienne Gaule, ce n'est pas là un effet de la tendance qu'auraient eue ces pays à se rejoindre à leurs congénères. Le Dauphiné, la Bresse, la Provence, la Franche-Comté ne se souvenaient plus d'une origine commune. Toute conscience gauloise avait péri dès le IIe siècle de notre ère, et ce n'est que par une vue d'érudition que, de nos jours, on a retrouvé rétrospectivement l'individualité du caractère gaulois.

La considération ethnographique n'a donc été pour rien dans la constitution des nations modernes. La France est celtique, ibérique, germanique. L'Allemagne est germanique, celtique et slave. L'Italie est le pays où l'ethnographie est la plus embarrassée. Gaulois, Étrusques, Pélasges, Grecs, sans parler de bien d'autres éléments, s'y croisent dans un indéchiffrable mélange. Les îles Britanniques, dans leur ensemble, offrent un mélange de sang celtique et germain dont les proportions sont singulièrement difficiles à définir.

La vérité est qu'il n'y a pas de race pure et que faire reposer la politique sur l'analyse ethnographique, c'est la faire porter sur une chimère. Les plus nobles pays, l'Angleterre, la France, l'Italie, sont ceux où le sang est le plus mêlé. L'Allemagne fait-elle à cet égard une exception ? Est-elle un pays germanique pur ? Quelle illusion ! Tout le Sud a été gaulois. Tout l'Est, à partir d'Elbe, est slave. Et les parties que l'on prétend réellement pures le sont-elles en effet ? Nous touchons ici à un des problèmes sur lesquels il importe le plus de se faire des idées claires et de prévenir les malentendus.

Les discussions sur les races sont interminables, parce que le mot race est pris par les historiens philologues et par les anthropologistes physiologistes dans deux sens tout à fait différents. Pour les anthropologistes, la race a le même sens qu'en zoologie ; elle indique une descendance réelle, une parenté par le sang. Or l'étude des langues et de l'histoire ne conduit pas aux mêmes divisions que la physiologie. Les mots des brachycéphales, de dolichocéphales n'ont pas de place en histoire ni en philologie. Dans le groupe humain qui créa les langues et la discipline aryennes, il y avait déjà des brachycéphales et des dolichocéphales. Il en faut dire autant du groupe primitif qui créa les langues et l'institution dites sémitiques. En d'autres termes, les origines zoologiques de l'humanité sont énormément antérieures aux origines de la culture, de la civilisation, du langage. Les groupes aryen primitif, sémitique primitif, touranien primitif n'avaient aucune unité physiologique. Ces groupements sont des faits historiques qui ont eu lieu à une certaine époque, mettons il y a quinze ou vingt mille ans, tandis que l'origine zoologique de l'humanité se perd dans des ténèbres incalculables. Ce qu'on appelle philologiquement et historiquement la race germanique est sûrement une famille bien distincte

dans l'espèce humaine. Mais est-ce là une famille au sens anthropologique ? Non, assurément. L'apparition de l'individualité germanique dans l'histoire ne se fait que très peu de siècles avant Jésus-Christ. Apparemment les Germains ne sont pas sortis de terre à cette époque. Avant cela, fondus avec les Slaves dans la grande masse indistincte des Scythes, ils n'avaient pas leur individualité à part. Un Anglais est bien un type dans l'ensemble de l'humanité. Or le type de ce qu'on appelle très improprement la race anglo-saxonne n'est ni le Breton du temps de César, ni l'Anglo-Saxon de Hengist, ni le Danois de Knut, ni le Normand de Guillaume le Conquérant ; c'est la résultante de tout cela. Le Français n'est ni un Gaulois, ni un Franc, ni un Burgonde. Il est ce qui est sorti de la grande chaudière où, sous la présidence du roi de France, ont fermenté ensemble les éléments les plus divers. Un habitant de Jersey ou de Guernesey ne diffère en rien, pour les origines, de la population normande de la côte voisine. Au XI^e siècle, l'œil le plus pénétrant n'eût pas saisi des deux côtés du canal la plus légère différence. D'insignifiantes circonstances font que Philippe-Auguste ne prend pas ces îles avec le reste de la Normandie. Séparées les unes des autres depuis près de sept cents ans, les deux populations sont devenues non seulement étrangères les unes aux autres, mais tout à fait dissemblables. La race, comme nous l'entendons, nous autres, historiens, est donc quelque chose qui se fait et se défait. L'étude de la race est capitale pour le savant qui s'occupe de l'histoire de l'humanité. Elle n'a pas d'application en politique. La conscience instinctive qui a présidé à la confection de la carte d'Europe n'a tenu aucun compte de la race, et les premières nations de l'Europe sont des nations de sang essentiellement mélangé.

Le fait de la race, capital à l'origine, va donc toujours perdant de son importance. L'histoire humaine diffère essentiellement de la zoologie. La race n'y est pas tout, comme chez les rongeurs ou les félins, et on n'a pas le droit d'aller par le monde tâter le crâne des gens, puis les prendre à la gorge en leur disant : «Tu es notre sang ; tu nous appartiens !» En dehors des caractères anthropologiques, il y a la raison, la justice, le vrai, le beau, qui sont les mêmes pour tous. Tenez, cette politique ethnographique n'est pas sûre. Vous l'exploitez aujourd'hui contre les autres ; puis vous la voyez se tourner contre vous-mêmes. Est-il certain que les Allemands, qui ont élevé si haut le drapeau de l'ethnographie, ne verront pas les Slaves venir analyser, à leur tour, les noms des villages de la Saxe et de la Lusace, rechercher les traces des Wiltzes ou des Obotrites, et demander compte des massacres et des ventes en masse que les Othons firent de leurs aïeux ? Pour tous il est bon de savoir oublier.

J'aime beaucoup l'ethnographie ; c'est une science d'un rare intérêt ; mais, comme je la veux libre, je la veux sans application politique. En ethnographie, comme dans toutes les études, les systèmes changent ; c'est la condition du progrès. Les limites des États suivraient les fluctuations de la science. Le patriotisme dépendrait d'une dissertation plus ou moins paradoxale. On viendrait dire au patriote : «Vous vous trompiez ; vous versiez votre sang pour telle cause ; vous croyiez être celte ; non, vous êtes germain». Puis, dix ans après, on viendra vous dire que vous êtes slave. Pour ne pas fausser la science, dispensons-la de donner un avis dans ces problèmes, où sont engagés tant d'intérêts. Soyez sûrs que, si on la charge de fournir des éléments à la diplomatie, on la surprendra bien des fois en flagrant délit de complaisance. Elle a mieux à faire : demandons-lui tout simplement la vérité.

II. - *Ce que nous venons de dire de la race, il faut le dire de la langue.*

La langue invite à se réunir ; elle n'y force pas. Les États-Unis et l'Angleterre, l'Amérique espagnole et l'Espagne parlent la même langue et ne forment pas une seule nation. Au contraire, la Suisse, si bien faite, puisqu'elle a été faite par l'assentiment de ses différentes parties, compte trois ou quatre langues. Il y a dans l'homme quelque chose de supérieur à la langue : c'est la volonté. La volonté de la Suisse d'être unie, malgré la variété de ses idiomes, est un fait bien plus important qu'une similitude souvent obtenue par des vexations.

Un fait honorable pour la France, c'est qu'elle n'a jamais cherché à obtenir l'unité de la langue par des mesures de coercition. Ne peut-on pas avoir les mêmes sentiments et les mêmes pensées, aimer les mêmes choses en des langages différents ? Nous parlions tout à l'heure de l'inconvénient qu'il y aurait à faire dépendre la politique internationale de l'ethnographie. Il n'y en aurait pas moins à la faire dépendre de la philologie comparée. Laissons à ces intéressantes études l'entière liberté de leurs discussions ; ne les mêlons pas à ce qui en altérerait la sérénité. L'importance politique qu'on attache aux langues vient de ce qu'on les regarde comme des signes de race. Rien de plus faux. La Prusse, où l'on ne parle plus qu'allemand, parlait slave il y a quelques siècles ; le pays de Galles parle anglais ; la Gaule et l'Espagne parlent l'idiome primitif d'Albe la Longue ; l'Égypte parle arabe ; les exemples sont innombrables. Même aux origines, la similitude de langue n'entraînait pas la similitude de race. Prenons la tribu proto-aryenne ou proto-sémitique ; il s'y trouvait des esclaves, qui parlaient la même

langue que leurs maîtres ; or l'esclave était alors bien souvent d'une race différente de celle de son maître. Répétons-le : ces divisions de langues indo-européennes, sémitiques et autres, créées avec une si admirable sagacité par la philologie comparée, ne coïncident pas avec les divisions de l'anthropologie. Les langues sont des formations historiques, qui indiquent peu de choses sur le sang de ceux qui les parlent, et qui, en tout cas, ne sauraient enchaîner la liberté humaine quand il s'agit de déterminer la famille avec laquelle on s'unit pour la vie et pour la mort.

Cette considération exclusive de la langue a, comme l'attention trop forte donnée à la race, ses dangers, ses inconvénients. Quand on y met de l'exagération, on se renferme dans une culture déterminée, tenue pour nationale ; on se limite, on se claquemure. On quitte le grand air qu'on respire dans le vaste champ de l'humanité pour s'enfermer dans des conventicules de compatriotes. Rien de plus mauvais pour l'esprit ; rien de plus fâcheux pour la civilisation. N'abandonnons pas ce principe fondamental, que l'homme est un être raisonnable et moral, avant d'être parqué dans telle ou telle langue, avant d'être un membre de telle ou telle race, un adhérent de telle ou telle culture. Avant la culture française, la culture allemande, la culture italienne, il y a la culture humaine. Voyez les grands hommes de la Renaissance ; ils n'étaient ni français, ni italiens, ni allemands. Ils avaient retrouvé, par leur commerce avec l'antiquité, le secret de l'éducation véritable de l'esprit humain, et ils s'y dévouaient corps et âme. Comme ils firent bien !

III. - La religion ne saurait non plus offrir une base suffisante à l'établissement d'une nationalité moderne.

À l'origine, la religion tenait à l'existence même du groupe social. Le groupe social était une extension de la famille. La religion, les rites étaient des rites de famille. La religion d'Athènes, c'était le culte d'Athènes même, de ses fondateurs mythiques, de ses lois, de ses usages. Elle n'impliquait aucune théologie dogmatique. Cette religion était, dans toute la force du terme, une religion d'État. On n'était pas athénien si on refusait de la pratiquer. C'était au fond le culte de l'Acropole personnifiée. Jurer sur l'autel d'Aglaure, c'était prêter le serment de mourir pour la patrie. Cette religion était l'équivalent de ce qu'est chez nous l'acte de tirer au sort, ou le culte du drapeau. Refuser de participer à un tel culte était comme serait dans nos sociétés modernes refuser le service militaire. C'était déclarer qu'on n'était pas athénien. D'un autre côté, il est clair qu'un tel culte n'avait pas de sens pour celui qui n'était pas d'Athènes ; aussi n'exerçait-on aucun prosélytisme pour forcer des étrangers à l'accepter ; les esclaves d'Athènes ne le pratiquaient pas. Il en fut de même dans quelques petites républiques du Moyen Âge. On n'était pas bon vénitien si l'on ne jurait point par saint Marc ; on n'était pas bon amalfitain si l'on ne mettait pas saint André au-dessus de tous les autres saints du paradis. Dans ces petites sociétés, ce qui a été plus tard persécution, tyrannie, était légitime et tirait aussi peu à conséquence que le fait chez nous de souhaiter la fête au père de famille et de lui adresser des vœux au premier jour de l'an.

Ce qui était vrai à Sparte, à Athènes, ne l'était déjà plus dans les royaumes sortis de la conquête d'Alexandre, ne l'était surtout plus dans l'Empire romain. Les persécutions d'Antiochus Épiphane pour amener l'Orient au culte de Jupiter Olympien, celles de l'Empire romain pour maintenir une prétendue religion d'État furent une faute, un crime, une véritable absurdité. De nos jours, la situation est parfaitement claire. Il n'y a plus de masses croyant d'une manière uniforme. Chacun croit et pratique à sa guise, ce qu'il peut, comme il veut. Il n'y a plus de religion d'État ; on peut être français, anglais, allemand, en étant catholique, protestant, israélite, en ne pratiquant aucun culte. La religion est devenue chose individuelle ; elle regarde la conscience de chacun. La division des nations en catholiques, protestantes, n'existe plus. La religion, qui, il y a cinquante-deux ans, était un élément si considérable dans la formation de la Belgique, garde toute son importance dans le for intérieur de chacun ; mais elle est sortie presque entièrement des raisons qui tracent les limites des peuples.

IV. - La communauté des intérêts est assurément un lien puissant entre les hommes.

Les intérêts, cependant, suffisent-ils à faire une nation ? Je ne le crois pas. La communauté des intérêts fait les traités de commerce. Il y a dans la nationalité un côté de sentiment ; elle est âme et corps à la fois ; un *Zollverein* n'est pas une patrie.

V. - La géographie, ce qu'on appelle les frontières naturelles, a certainement une part considérable dans la division des nations.

La géographie est un des facteurs essentiels de l'histoire. Les rivières ont conduit les races ; les montagnes les ont arrêtées. Les premières ont favorisé, les secondes ont limité les mouvements historiques. Peut-on dire cependant, comme le croient certains partis, que les limites d'une nation sont

écrites sur la carte et que cette nation a le droit de s'adjuger ce qui est nécessaire pour arrondir certains contours, pour atteindre telle montagne, telle rivière, à laquelle on prête une sorte de faculté limitante a priori ? Je ne connais pas de doctrine plus arbitraire ni plus funeste. Avec cela, on justifie toutes les violences. Et, d'abord, sont-ce les montagnes ou bien sont-ce les rivières qui forment ces prétendues frontières naturelles ? Il est incontestable que les montagnes séparent ; mais les fleuves réunissent plutôt. Et puis toutes les montagnes ne sauraient découper des États. Quelles sont celles qui séparent et celles qui ne séparent pas ? De Biarritz à Tornea, il n'y a pas une embouchure de fleuve qui ait plus qu'une autre un caractère bornal. Si l'histoire l'avait voulu, la Loire, la Seine, la Meuse, l'Elbe, l'Oder auraient, autant que le Rhin, ce caractère de frontière naturelle qui a fait commettre tant d'infractions au droit fondamental, qui est la volonté des hommes. On parle de raisons stratégiques. Rien n'est absolu ; il est clair que bien des concessions doivent être faites à la nécessité. Mais il ne faut pas que ces concessions aillent trop loin. Autrement, tout le monde réclamera ses convenances militaires, et ce sera la guerre sans fin. Non, ce n'est pas la terre plus que la race qui fait une nation. La terre fournit le substratum, le champ de la lutte et du travail ; l'homme fournit l'âme. L'homme est tout dans la formation de cette chose sacrée qu'on appelle un peuple. Rien de matériel n'y suffit. Une nation est un principe spirituel, résultant des complications profondes de l'histoire, une famille spirituelle, non un groupe déterminé par la configuration du sol.

Nous venons de voir ce qui ne suffit pas à créer un tel principe spirituel : la race, la langue, les intérêts, l'affinité religieuse, la géographie, les nécessités militaires. Que faut-il donc en plus ? Par suite de ce qui a été dit antérieurement, je n'aurai pas désormais à retenir bien longtemps votre attention.

3. III

Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. L'homme, Messieurs, ne s'improvise pas. La nation, comme l'individu, est l'aboutissant d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous ont faits ce que nous sommes. Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends de la véritable), voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale. Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple. On aime en proportion des sacrifices qu'on a consentis, des maux qu'on a soufferts. On aime la maison qu'on a bâtie et qu'on transmet. Le chant spartiate : «Nous sommes ce que vous fûtes ; nous serons ce que vous êtes» est dans sa simplicité l'hymne abrégé de toute patrie.

Dans le passé, un héritage de gloire et de regrets à partager, dans l'avenir un même programme à réaliser ; avoir souffert, joui, espéré ensemble, voilà ce qui vaut mieux que des douanes communes et des frontières conformes aux idées stratégiques ; voilà ce que l'on comprend malgré les diversités de race et de langue. Je disais tout à l'heure : «avoir souffert ensemble» ; oui, la souffrance en commun unit plus que la joie. En fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes, car ils imposent des devoirs, ils commandent l'effort en commun.

Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est (pardonnez-moi cette métaphore) un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie. Oh ! je le sais, cela est moins métaphysique que le droit divin, moins brutal que le droit prétendu historique. Dans l'ordre d'idées que je vous soumets, une nation n'a pas plus qu'un roi le droit de dire à une province : «Tu m'appartiens, je te prends». Une province, pour nous, ce sont ses habitants ; si quelqu'un en cette affaire a droit d'être consulté, c'est l'habitant. Une nation n'a jamais un véritable intérêt à s'annexer ou à retenir un pays malgré lui. Le vœu des nations est, en définitive, le seul critérium légitime, celui auquel il faut toujours en revenir.

Nous avons chassé de la politique les abstractions métaphysiques et théologiques. Que reste-t-il, après cela ? Il reste l'homme, ses désirs, ses besoins. La sécession, me direz-vous, et, à la longue, l'émiettement des nations sont la conséquence d'un système qui met ces vieux organismes à la merci

de volontés souvent peu éclairées. Il est clair qu'en pareille matière aucun principe ne doit être poussé à l'excès. Les vérités de cet ordre ne sont applicables que dans leur ensemble et d'une façon très générale. Les volontés humaines changent ; mais qu'est-ce qui ne change pas ici-bas ? Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera. Mais telle n'est pas la loi du siècle où nous vivons. À l'heure présente, l'existence des nations est bonne, nécessaire même. Leur existence est la garantie de la liberté, qui serait perdue si le monde n'avait qu'une loi et qu'un maître.

Par leurs facultés diverses, souvent opposées, les nations servent à l'œuvre commune de la civilisation ; toutes apportent une note à ce grand concert de l'humanité, qui, en somme, est la plus haute réalité idéale que nous atteignons. Isolées, elles ont leurs parties faibles. Je me dis souvent qu'un individu qui aurait les défauts tenus chez les nations pour des qualités, qui se nourrirait de vaine gloire ; qui serait à ce point jaloux, égoïste, querelleur ; qui ne pourrait rien supporter sans dégainer, serait le plus insupportable des hommes. Mais toutes ces dissonances de détail disparaissent dans l'ensemble. Pauvre humanité, que tu as souffert ! que d'épreuves t'attendent encore ! Puisse l'esprit de sagesse te guider pour te préserver des innombrables dangers dont ta route est semée !

Je me résume, Messieurs. L'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue, ni de sa religion, ni du cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagnes. Une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle une nation. Tant que cette conscience morale prouve sa force par les sacrifices qu'exige l'abdication de l'individu au profit d'une communauté, elle est légitime, elle a le droit d'exister. Si des doutes s'élèvent sur ses frontières, consultez les populations disputées. Elles ont bien le droit d'avoir un avis dans la question. Voilà qui fera sourire les transcendants de la politique, ces infailibles qui passent leur vie à se tromper et qui, du haut de leurs principes supérieurs, prennent en pitié notre terre à terre. « Consulter les populations, fi donc ! quelle naïveté ! Voilà bien ces chétives idées françaises qui prétendent remplacer la diplomatie et la guerre par des moyens d'une simplicité enfantine ». - Attendons, Messieurs ; laissons passer le règne des transcendants ; sachons subir le dédain des forts. Peut-être, après bien des tâtonnements infructueux, reviendra-t-on à nos modestes solutions empiriques. Le moyen d'avoir raison dans l'avenir est, à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé.

Texte 2 : Victor HUGO (1802-1885), *Le centenaire de Dante* - 1865

Hauteville-House, 1er mai 1865

Monsieur le Gonfalonier de Florence,

Votre honorable lettre me touche vivement. Vous me conviez à une noble fête. Votre comité national veut bien désirer que ma voix se fasse entendre dans cette solennité ; solennité auguste entre toutes. Aujourd'hui l'Italie, à la face du monde, s'affirme deux fois, en constatant son unité et en glorifiant son poète. L'unité, c'est la vie d'un peuple ; l'Italie une, c'est l'Italie. S'unifier c'est naître. En choisissant cet anniversaire pour solenniser son unité, il semble que l'Italie veuille naître le même jour que Dante. Cette nation veut avoir la même date que cet homme. Rien n'est plus beau.

L'Italie en effet s'incarne en Dante Alighieri. Comme lui, elle est vaillante, pensive, altière, magnanime, propre au combat, propre à l'idée. Comme lui, elle amalgame, dans une synthèse profonde, la poésie et la philosophie. Comme lui, elle veut la liberté. Il a, comme elle, la grandeur, qu'il met dans sa vie, et la beauté, qu'il met dans son oeuvre. L'Italie et Dante se confondent dans une sorte de pénétration réciproque qui les identifie; ils rayonnent l'un dans l'autre. Elle est auguste comme il est illustre. Ils ont le même coeur, la même volonté, le même destin. Elle lui ressemble par cette redoutable puissance latente que Dante et l'Italie ont eue dans le malheur. Elle est reine, il est génie. Comme lui, elle a été proscrite; comme elle, il est couronné.

Comme lui, elle sort de l'enfer. Gloire à cette sortie radieuse !

Hélas ! elle a connu les sept cercles; elle a subi et traversé le morcellement funeste, elle a été une ombre, elle a été un terme de géographie.

Aujourd'hui elle est l'Italie. Elle est l'Italie, comme la France est la France, comme l'Angleterre est l'Angleterre; elle est ressuscitée, éblouissante et armée; elle est hors du passé obscur et tragique, elle commence son ascension vers l'avenir; et il est beau, et il est bon qu'à cette heure éclatante, en plein triomphe, en plein progrès, en plein soleil de civilisation et de gloire, elle se souvienne de cette nuit sombre où Dante a été son flambeau.

La reconnaissance des grands peuples envers les grands hommes est de bon exemple. Non, ne laissons pas dire que les peuples sont ingrats. A un moment donné un homme a été la conscience d'une nation. En glorifiant cet homme, la nation atteste sa conscience. Elle prend, pour ainsi dire, à témoin son propre esprit. Italiens, aimez, conservez et respectez vos illustres et magnifiques cités, et vénérez Dante. Vos cités ont été la patrie, Dante a été l'âme.

Six siècles sont déjà le piédestal de Dante. Les siècles sont les avatars de la civilisation. A chaque siècle surgit en quelque sorte un autre genre humain, et l'on peut dire que l'immortalité d'Alighieri a été déjà six fois affirmée par six humanités nouvelles. Les humanités futures continueront cette gloire. L'Italie a vécu en Alighieri, homme lumière.

Une longue éclipse a pesé sur l'Italie, éclipse pendant laquelle le monde a eu froid; mais l'Italie vivait. Je dis plus, même dans cette ombre, l'Italie brillait. L'Italie a été dans le cercueil, mais n'a pas été morte. Elle avait comme signes de vie, les lettres, la poésie, la science, les monuments, les découvertes, les chefs-d'oeuvre. Quel rayonnement sur l'art, de Dante à Michel-Ange! Quelle immense et double ouverture de la terre et du ciel, faite en bas par Christophe Colomb et en haut par Galilée! C'est l'Italie, cette morte, qui accomplissait ces prodiges. Ah! certes, elle vivait! Du fond de son sépulcre, elle protestait par sa clarté. L'Italie est une tombe d'où est sortie l'aurore.

L'Italie, accablée, enchaînée, sanglante, ensevelie, a fait l'éducation du monde. Un bâillon dans la bouche, elle a trouvé moyen de faire parler son âme. Elle dérangeait les plis de son linceul pour rendre des services à la civilisation. Qui que nous soyons qui savons lire et écrire, nous te vénérons, mère! nous sommes romains avec Juvénal et florentins avec Dante.

L'Italie a cela d'admirable qu'elle est la terre des précurseurs. On voit partout chez elle, à toutes les époques de son histoire, de grands commencements. Elle entreprend sans cesse la sublime ébauche du progrès. Qu'elle soit bénie pour cette initiative sainte! Elle est apôtre et artiste. La barbarie lui répugne. C'est elle qui la première a fait le jour sur les excès de pénalité, hors de la vie comme sur la

terre. C'est elle qui, à deux reprises, a jeté le cri d'alarme contre les supplices, d'abord contre Satan, puis contre Farinace. Il y a un lien profond entre la *Divine Comédie* dénonçant le dogme, et le *Traité des Délits et des Peines* dénonçant la loi. L'Italie hait le mal. Elle ne damne ni ne condamne. Elle a combattu le monstre sous ses deux formes, sous la forme enfer et sous la forme échafaud. Dante a fait le premier combat, Beccaria le second.

A d'autres points de vue encore, Dante est un précurseur. Dante couvait au treizième siècle l'idée éclosée au dix-neuvième. Il savait qu'aucune réalisation ne doit manquer au droit et à la justice, il savait que la loi de croissance est divine, et il voulait l'unité de l'Italie. Son utopie est aujourd'hui un fait. Les rêves des grands hommes sont les gestations de l'avenir. Les penseurs songent conformément à ce qui doit être.

L'unité, que Gérard Groot et Reuchlin réclamaient pour l'Allemagne et que Dante voulait pour l'Italie n'est pas seulement la vie des nations, elle est le but de l'humanité. Là où les divisions s'effacent, le mal s'évanouit. L'esclavage va disparaître en Amérique, pourquoi ? parce que l'unité va renaître. La guerre tend à s'éteindre en Europe, pourquoi ? parce que l'unité tend à se former. Parallélisme saisissant entre la déchéance des fléaux et l'avènement de l'humanité une.

Une solennité comme celle-ci est un magnifique symptôme. C'est la fête de tous les hommes célébrée par une nation à l'occasion d'un génie. Cette fête, l'Allemagne la célèbre pour Schiller, puis l'Angleterre pour Shakespeare, puis l'Italie pour Dante. Et l'Europe est de la fête. Ceci est la communion sublime. Chaque nation donne aux autres une part de son grand homme. L'union des peuples s'ébauche par la fraternité des génies. Le progrès marchera de plus en plus dans cette voie qui est la voie de lumière. Et c'est ainsi que nous arriverons, pas à pas, et sans secousse, à la grande réalisation ; c'est ainsi que, fils de la dispersion, nous entrerons dans la concorde ; c'est ainsi que tous, par la seule force des choses, par la seule puissance des idées, nous aboutirons à la cordialité, à la paix, à l'harmonie. Il n'y aura plus d'étrangers. Toute la terre sera compatriote. Telle est la vérité suprême ; tel est l'achèvement nécessaire. L'unité de l'homme correspond à l'unité de Dieu. Je m'associe filialement à la fête de l'Italie.

Texte 3 : Ernest Laut, *Le poète soldat* - 1914

L'hommage d'Ernest Laut à Paul Déroulède, poète soldat, paru le dimanche 15 Février 1914 dans *Le Petit Journal* n° 1213

L'homme qui vient de mourir fut comme l'incarnation du patriotisme agissant.

Il n'est point un Français, homme de cœur, de quelque parti qu'il soit, qui ne s'incline devant sa dépouille. Rien n'est plus beau qu'une vie toute entière consacrée à une passion unique, quand cette passion, la plus haute, la plus noble, la plus désintéressée des passions, s'appelle l'amour du pays.

Cet amour, Déroulède l'éprouva jusqu'au paroxysme; il lui sacrifia tout : sa jeunesse, sa fortune; il lui consacra son cœur, son intelligence, son talent: il n'eut point dans son existence une pensée qui n'en fût inspirée; il n'a pas écrit une seule page, un seul vers qui n'aient eu pour but de l'exalter.

Nos abstrauteurs de quintessence, nos poètes alambiqués peuvent dédaigner la forme simple et rude de ses petits poèmes, cette forme est celle qui convient aux chants d'un poète-soldat; certaines pièces sont vibrantes comme des sonneries de clairon; c'est de la belle poésie populaire: cela coule de source, et ça vous prend au cœur.

On vous dira; ce n'est pas de l'art. La belle affaire! C'est de l'émotion vraie, c'est de la force, c'est de la vie, c'est de la sincérité. Et cela vivra tant qu'il y aura des Français qui aimeront la France.

Sait-on que ce grand patriote faillit, en sa jeunesse, se laisser prendre aux folles utopies de l'internationalisme.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les criminelles théories du pacifisme et de l'humanisme ont commencé de troubler les âmes et les cervelles.

Des intelligences non moins hautes que celle de Déroulède s'étaient déjà laissé tenter par elles. Lamartine n'écrivit-il pas cette Marseillaise de la Paix, si peu en rapport avec ses sentiments patriotiques, et que , depuis lors, les socialistes révolutionnaires exploitèrent tant de fois au profit de leurs idées?

A la fin de l'Empire, la jeunesse des écoles était volontiers internationaliste et antimilitariste par haine du régime impérial. Déroulède, comme la plupart de ses camarades, avait des sentiments républicains à la manière des gens de 1848; et, comme les bons rêveurs d'alors, toute cette jeunesse assagie chantait volontiers:

Les peuples sont pour nous des frères
Et les tyrans des ennemis.

Pourtant, le jeune homme n'avait certes pas été élevé dans l'indifférence patriotique.

Enfant de bonne bourgeoisie (il était fils d'un avoué à la cour d'appel, et sa mère, Amélie Augier, était la sœur du célèbre auteur dramatique Émile Augier), il avait reçu une éducation profondément française.

Sa mère lui avait appris à lire dans l'Histoire de France de Walter Scott; et le premier livre qu'elle lui avait donné, le jour de sa première communion, c'était un Corneille. L'auteur du Cid fut son premier maître. C'est dans son oeuvre qu'il apprit l'héroïsme, l'abnégation, l'amour de la patrie, sans compter l'art de bien frapper un vers et de développer clairement une pensée.

A l'époque où il était encore collégien, Déroulède assista à deux spectacles qui demeurèrent profondément gravés dans sa mémoire: le retour triomphal de l'armée d'Italie et les obsèques d'un de ses oncles, le lieutenant-colonel Déroulède, tué en combattant en Cochinchine. Cette apothéose des soldats victorieux, ces honneurs funèbres rendus à l'officier mort au champ d'honneur firent sur lui la plus vive impression. Et ce fut le désir unique de toute sa vie: ou de revenir en France comme les premiers, ou de mourir comme le second.

Cependant, étudiant au Quartier Latin, puis jeune journaliste et jeune avocat, embrigadé dans l'opposition bonapartiste, il ne repoussait point les sophismes qui semblaient alors inséparables de l'idée républicaine.

Déroulède, dans ses Feuilles de route, a eu le noble courage de s'accuser de cette faiblesse et d'en faire amende honorables.

" Vers 1863, dit-il, il était de tradition au Quartier Latin de honnir le régime impérial; et il y était de mode, ce qui est plus grave, de rabaisser les vertus militaires pour glorifier les vertus civiques et d'exalter la liberté individuelle en faisant fi de l'indépendance nationale. L'Humanité primait la Patrie.

" L'avenir nous semblait proche où le genre humain réconcilié, rejetant tout ensemble ses armes et ses chaînes, confondrait tous les peuples et toutes les races dans une embrassade mondiale...

" Tel était, à peu d'exceptions près, ajoute-t-il, et avec plus ou moins de violence selon les milieux, l'état d'esprit des républicains de l'époque... Sincère ou non, généreuse ou intéressée, la frénésie bonapartiste allait vraiment jusqu'au vertige. On en était arrivé à ne voir dans les drapeau que les aigles qu'on en voulait arracher; dans les soldats, que les soutiens ou, comme on disait, que les suppôts du tyran. Tout levier semblait bon qui ferait écrouler l'Empire. L'international fut un de ces leviers: l'antimilitarisme en fut un autre; et, comme l'amour de l'Armée n'est que le complément de l'amour de la Patrie, après avoir bafoué l'une on renia l'autre..."

Le poète avoue humblement qu'il faillit sombrer dans cette folie.

" En vérité, dit-il, si les néologismes inventés de nos jours pour nos néo-Français avaient eu cours à cette époque, j'aurais eu plus d'un titre à être classé intellectuel, pacifiste, antimilitariste, humanitariste, voire "internationaliste conscient."

* * *

Le coup de tonnerre de Wissembourg balaya toute cette idéologie.

Déroulède, nommé sous-lieutenant de la garde mobile, ne se contenta pas d'un emploi qui le tenait loin du danger. Il s'engagea dans les zouaves. Son frère, André Déroulède vint l'y rejoindre: il quittait le collège pour aller au combat.

C'était un enfant, dix-sept ans à peine.
De beaux cheveux blonds et de grands yeux bleus.

Mme Déroulède elle-même avait encouragé ses deux fils à courir au secours du pays. Et le poète a célébré en beaux vers cet héroïsme maternel:

Oui, cette femme au cœur français, à l'âme fière,
Qui mène vaillamment ses deux fils aux combats,
Oui, cette femme-là, cette femme est ma mère,
Et c'est mon frère et moi qu'elle a créés soldats.

On sait quel fut le sort des deux jeunes héros. André, blessé grièvement au plateau d'Illy, transporté dans une ambulance allemande; Paul, prisonnier, emmené en Silésie.

Ce furent pour lui de terribles jours que ces jours de captivité. De la forteresse où on le tenait captif, il écrivait à sa sœur des lettres débordantes d'espoir dans le relèvement du pays. Mais ces lettres passaient sous les yeux du commandant de la forteresse, un général prussien du nom de Von den Linden, qui se faisait une joie cruelle de blesser l'âme du jeune patriote.

Et c'était entre Déroulède et lui un combat incessant, où la verve et l'à-propos du Français triomphaient aisément des lourdes injures de l'Allemand.

" Un jour, raconte Jules Claretie, dans un article sur Déroulède, un jour le prisonnier avait parlé dans sa lettre des " troupes que le gouvernement de la Défense nationale pouvait mettre encore en ligne ".

" - Il y a un mot inexact, dit insolemment le général. Quand on est battu, on n'est pas une troupe, on est un troupeau.

" - Monsieur, fit Paul Déroulède, vous êtes ici pour me condamner à subir votre prison, mais non pas vos leçons de français."

De fait il fut mis au cachot. Mais il n'en continua pas moins à braver avec sa verve juvénile le commandant prussien qui le retenait prisonnier. Il mit même le comble à sa bravade, lorsque en s'évadant pour aller rejoindre l'armée de la Loire, il adressa au général une de ses cartes avec ces trois lettres goguenardes: P. P. C., pour prendre congé.

A Tours, où il arriva tout d'une traite, Gambetta voulut le faire capitaine. " Je ne suis qu'un soldat de trois semaine ", dit Déroulède, donnez-moi les gallons de sous-lieutenant, cela me suffit.

C'est en cette qualité qu'il fit, dans un régiment de turcos, la campagne de l'Est. On sait que sa conduite à Montbéliard lui valut une citation à l'ordre du jour et la croix, cette croix dont il portait pieusement le large ruban à la façon des demi-solde.

La guerre contre l'étranger finie, il fut appelé à Paris pour combattre la Commune. Et l'on cite plus d'un trait de son héroïsme et de sa générosité à l'égard des communards.

C'est ainsi qu'un jour, au pied d'une barricade, il se trouva aux prises avec une amazone de la Commune, qui tout en lui adressant des injures variées, le visa, tira, le manqua.

Elle rechargeait son arme et faisait feu, en continuant à invectiver l'adversaire qui lui servait de cible et ne lui répondait que par des éclats de rire. Elle était exaspérée.

- Mon lieutenant, dit un caporal, je vais lui montrer comment on descend quelqu'un.

Paul Déroulède releva le canon du fusil et après avoir salué ironiquement sa peu cavalière adversaire.

- Madame, quand on est à ce point maladroite, on ne se mêle pas de faire le soldat.

Et il redescendit dans la tranchée.

Ce soldat héroïque que la guerre contre l'étranger avait épargné, devait être blessé par une balle française.

C'était à la barricade de Belleville. Il y avait deux heures qu'on tirait sans parvenir à déloger les insurgés.

Déroulède vint trouver son chef:

- Voulez-vous me laisser faire, mon capitaine?

- Allez.

Et Déroulède, toujours vêtu de son uniforme de turco, prit avec lui quelques chasseurs à pied, enfila les rues sous les balles, grimpa sur la barricade et saisissant le drapeau rouge planté sur les pavés, se mit en devoir de l'arracher.

C'est à ce moment qu'à bout portant, un jeune homme en bras de chemise, presque un enfant, dont la physionomie est restée toujours gravée dans la mémoire de Déroulède, lui envoya son coup de fusil. L'officier lâcha le drapeau rouge qui s'abattit sur les pavés, et son bras cassé tomba le long de son corps.

Mais que lui importait! Les chasseurs l'avaient suivi, mettant en fuite les insurgés. La barricade était prise.

Sa blessure fut longue à guérir. Et c'est pendant l'inaction forcée qu'il dut subir de ce fait, qu'il composa ses premiers Chants du Soldat, ce livre fougueux qui eut le succès populaire le plus éclatant, ce livre dont Banville disait: " il sent la bataille et la poudre, et, dès qu'on l'a ouvert, il nous enivre par un parfum de bravoure, d'insouciance, de jeunesse de mâle vertu".

Avec les chants du Soldat, c'était une poésie nouvelle qui naissait, une poésie en harmonie avec l'âme des Français d'alors, tout vibrants encore de l'héroïsme dépensé, tout émus encore des deuils subis.

A propos de ces petits poèmes " qui versaient à la France, dans son casque brisé, la boisson des forts", Paul de Saint-Victor écrivait ces lignes éloquentes:

" Le talent est grand, mais l'inspiration est plus haute encore. Le poète se soucie moins de ciseler ses vers que de les tremper. Leur éclat est celui des armes, leur cadence semble réglée sur celle d'une

marche guerrière. Il n'entre que du fer dans les cordes de cette lyre martiale. C'est de l'héroïsme chanté."

D'autres chants suivirent: Chants du Soldat, encore, Chants du Paysan, Marches et Sonneries. Et toujours sur la lyre du poète éclatait la même note d'héroïsme et de regret.

Car ce fut là la source unique de son inspiration. Il exalta le courage des vaincus pour aviver les espérances; et tout l'espoir de sa vie fut dans la pensée qu'il verrait un jour revenir au pays par la victoire les provinces que la défaite nous avait enlevées.

La mort, hélas! l'a pris avant que cet espoir se soit réalisé.

Ce culte unique et fervent, cette sorte d'obsession héroïque, cette constance patriotique poussée jusqu'à l'idolâtrie, tout cela joint à son allure de capitaine, lui avait valu quelquefois les railleries des méchants et des sots. Leur commune moquerie était de le comparer à Don Quichotte.

Don Quichotte?... Eh bien quoi? N'a-t-on pas dit de nous tous, Français, que nous étions une nation de Don Quichotte?...Oui certes, on l'a dit maintes fois; et l'appréciation, au demeurant, ne saurait nous froisser. Il n'appartient pas à toutes les nations d'être des nations de Don Quichotte.

Cela veut dire qu'en France on n'hésite jamais à aller, même inconsidérément, au secours des faibles et des opprimés.

Qui osera nous le reprocher? A chacun sa folie. Nous avons celle de la générosité et de l'idéal. Tâchons de n'en point guérir de sitôt, et souhaitons que notre France ait dans l'avenir beaucoup de Don Quichottes comme le grand Français qui vient de mourir!

Article paru dans le Monde Diplomatique, mars 1998

UNE IDÉE TOUJOURS NEUVE

La nation contre le nationalisme

A en croire nombre d'essayistes, la nation ne serait plus qu'une structure obsolète dont il conviendrait même d'accélérer le « dépassement ». Faute de quoi, c'est le « nationalisme », parfois également baptisé « populisme », qui menacerait. Mais un dépassement au profit de quoi ? Les réponses se résument en général à l'apologie de la mondialisation ou de sa variante, une Europe sans peuple, mais avec un vrai gouvernement : celui de la Banque centrale. La nation reste une idée neuve : un espace de démocratie, de solidarité et de résistance à la loi des marchés, en même temps qu'une plate-forme pour une vraie coopération internationale.

« *Moi ou le chaos* » : déjà du temps du général de Gaulle, la ficelle politicienne de la fausse alternative était un peu grosse. Mais son emphase rhétorique et la personnalité de celui qui la formulait lui donnèrent suffisamment de panache pour qu'elle restât dans les mémoires. On n'en dira pas autant du jeu de dés pipés que pratiquent les bons apôtres d'un marché qui serait non seulement « roi », mais quasiment Dieu, puisque procédant des « lois de la gravitation économique », donc de la mécanique céleste : ce sera la mondialisation ou rien, puisque « *la mondialisation est (1)* ».

Dans une version moins péremptoire, laissant un choix aussi ouvert que celui qui consiste à opter soit pour le beau temps, soit pour la grêle, la proposition devient « *la mondialisation ou le nationalisme* ». Le gros mot est lâché et colporté dans tout ce que la France compte de membres du « cercle de la raison ». Peu importe que ne soit jamais précisé le sens exact du mot « nationalisme », et que la mondialisation, pour certains, se réduise à Internet. Il s'agit là d'un jeu typiquement français : on ne se pose pas ce genre de questions en Grande-Bretagne ou en Allemagne, encore moins au Japon ou aux Etats-Unis.

Dans un ouvrage dont le titre reprend le cri « *Vive la nation ! (2)* », poussé le 20 septembre 1792 à Valmy par les soldats-citoyens pour se donner du courage face aux Prussiens, Yves Lacoste analyse le destin de ce qu'il appelle une « *idée géopolitique* », en tant qu'elle pose les questions du territoire, de la langue et du pouvoir. Il s'attache à montrer qu'en France elle est intimement liée au problème de l'intégration des immigrés et qu'il y a un gravissime danger à l'abandonner au Front national, le seul à en parler, mais pour en faire une arme d'exclusion.

Ce qui peut mener ceux qui se sentent rejetés de la nation à cause de leurs origines à un « *repli identitaire qui réduit la nationalité française à une commodité administrative, et conduit déjà certains mouvements associatifs à revendiquer la reconnaissance d'une minorité musulmane ou arabe en France* ». Un cas de figure idéal, est-il utile de le préciser, pour la diffusion des thèses lepéno-racistes, les seules qui soient « nationalistes » dans l'actuel paysage politique français.

Le nationalisme, en effet, ne se confond pas, dans la France contemporaine, avec la nation : il prend prétexte d'une « question nationale » pour attaquer les partis au pouvoir et tenter de s'installer à leur place. L'historien Maurice Agulhon a pu opposer les idées nationalistes, que résume l'adage britannique « *My country, right or wrong* » (« Mon pays, qu'il ait raison ou tort »), qui place la nation au-dessus des valeurs, au « *patriotisme républicain* », qui, lui, place les valeurs au-dessus de la nation.

S'interrogeant sur l'hypermédiatisation récente du nationalisme et sa démonisation, Pierre-André Taguieff note qu'elle s'étend abusivement à toute forme d'identité collective, en particulier à la nation, et que ce qui est présenté comme de l'antinationalisme n'est en fait que de l'« anti-nationalisme » :

« *Le national n'est plus de mode dans l'univers des essayistes médiatiques. Ces derniers reçoivent le renfort des partisans de la société planétaire, sans frontières, ainsi que des doctrinaires d'une Europe des régions. La seule vraie démocratie, c'est la démocratie de marché (3).* » Et de citer à ce propos le théoricien de la Ligue du Nord en Italie, le sénateur Gianfranco Miglio : « *La nation n'existe pas. (...) La perspective de l'unité européenne doit se réaliser entre des grandes régions liées par des intérêts communs.* »

Un jeu à somme négative

DANS la même veine, Emmanuel Todd, dénonçant l' « *illusion économique (4)* », voit dans le refus de la croyance collective nationale le fil conducteur entre des phénomènes - européisme, mondialisme, décentralisation, multiculturalisme - que rien ne relie en apparence : « *Ultralibéralisme et européisme, apparus dans les années 80 pour dominer l'imagination des strates supérieures des sociétés occidentales, ont en commun de nier l'existence des nations et de ne plus définir des entités collectives vraisemblables. (...) Le rejet de la nation s'exprime ici »vers le haut« , par un désir de la dissoudre dans des entités d'ordre supérieur, l'Europe ou le monde ; mais il peut aussi se tourner »vers le bas« , exigeant alors la fragmentation du corps social par la décentralisation géographique ou par l'enfermement des immigrés dans leurs cultures d'origine au nom du droit à la différence.* »

Pourquoi parler d' « *illusion* » économique ? C'est sans doute l'une des thèses les plus originales de l'ouvrage d'Emmanuel Todd que de renverser la causalité communément admise entre l'action des forces économiques mondialisées, des « marchés », et l'implosion des croyances collectives. Pour lui, il existe des invariants anthropologiques et culturels dont l'évolution modifie à son tour les structures de la production et des échanges : « *L'explosion des nations produit la mondialisation, et non l'inverse. En France, comme aux Etats-Unis et en Angleterre, c'est l'antinationisme des élites, pour reprendre le terme efficace de Pierre-André Taguieff, qui mène à la toute-puissance du capitalisme mondialisé. Le retour d'une conscience collective centrée sur la nation suffirait à transformer le tigre de la mondialisation en un chat domestique tout à fait acceptable.* »

Cette analyse conduit l'auteur à voir dans le libre-échangisme le mécanisme fondamental de la destruction des solidarités et de tout sentiment d'appartenance collective, c'est-à-dire de toute « *structure d'éternité qui définit un groupe capable de se perpétuer au-delà de la vie individuelle* », et faute de laquelle l'individu est isolé dans sa peur, celle de sa propre et inéluctable disparition. L'argumentation d'Emmanuel Todd a été caricaturée ou passée sous silence dans la plupart des médias qui ont rendu compte de son livre : le libre-échangisme, credo central de l'ultralibéralisme, ne se discute pas en France, alors que, aux Etats-Unis par exemple, il fait l'objet de vigoureux débats intellectuels chez les économistes. Il suffit, de ce côté de l'Atlantique, de dénoncer le « *protectionnisme* » pour couper court à toute discussion. On comprend les raisons de ce tour de passe-passe : non seulement le libre-échangisme n'augmente pas la richesse globale du monde, mais il constitue le principal moteur de la croissance des inégalités au sein même des nations.

Le raisonnement de l'auteur, s'appuyant sur de multiples travaux universitaires américains, peut être ainsi résumé sommairement : le libre-échangisme, fondé sur un marché planétaire unique du travail et du capital, fait converger les salaires et les rémunérations du capital vers une moyenne mondiale. Ainsi, « *dans les pays développés, les salaires des individus faiblement qualifiés, mis en concurrence avec la main-d'oeuvre illimitée du tiers-monde, vont baisser, ceux des travailleurs fortement qualifiés, rares à l'échelle mondiale, vont augmenter, ainsi que la rémunération relative du capital, autre rareté sur une planète en forte croissance démographique* ». Emmanuel Todd ne poursuit pas le raisonnement, mais on peut le faire à sa place : les travailleurs non qualifiés du Sud trouveront toujours d'autres travailleurs non qualifiés disposés à prendre leur place. Si le libre-échange produit donc des gagnants, qui célèbrent ses louanges, il constitue un jeu à somme négative pour la grande majorité des salariés, ainsi d'ailleurs que pour les entreprises.

Ces dernières, en effet, par la déconnexion géographique, culturelle et psychologique entre l'offre et la demande induite par le libre-échange, se trouvent dans « *un univers économique dans lequel l'entrepreneur n'a plus le sentiment de contribuer, par les salaires qu'il distribue, à la formation d'une demande globale d'échelle nationale* ». Et l'addition de compressions nationales de cette demande ne peut évidemment avoir pour résultat une augmentation de la demande mondiale !

Face à la surproduction, caractéristique majeure de l'actuelle crise asiatique (5), les entreprises sont désormais prêtes à tout, non plus pour faire des profits, mais simplement pour survivre. D'où la nécessité d'un retour au protectionnisme pour garantir le maintien des protections sociales, des services publics, des infrastructures matérielles et des systèmes éducatifs, étant entendu, précise l'auteur, qu'« *une économie protégée sur le plan extérieur peut rester libérale et compétitive sur le plan intérieur* ». Mais une telle démarche « *présuppose une conception de la collectivité et de l'égalité* » et « *ne peut se passer de nation* ».

C'est à une conclusion identique, à partir d'un cheminement minutieux, que parvient Denis Collin dans *La Fin du travail et la mondialisation* (6), mais cette fois à partir d'un point de vue marxiste qui n'est pas celui d'Emmanuel Todd : « *Défendre la démocratie et la liberté des peuples suppose donc une défense de la forme nation, aussi désagréable que cela puisse sembler à ceux d'entre nous qui ont été éduqués dans l'esprit de l'«internationalisme prolétarien» ou d'une fraternité sans frontières (...). Les nations ne sont sans doute pas éternelles : elles naissent, se développent et meurent ; mais le fait national lui-même me paraît éternellement indissociable de la constitution de la société humaine comme société politique.* »

Il faut en finir avec un autre poncif : l'idée que le national, la nation constituent des « replis », que mondialisation et universalité seraient une seule et même chose. Dans un ouvrage particulièrement enlevé sur la guerre économique (7), Philippe Labarde et Bernard Maris font justice de cet amalgame. Ils notent que la mondialisation entraîne simultanément l'uniformisation culturelle du monde (Coca-Cola, McDonald's, etc.) et le cloisonnement des êtres humains, « *car le marché mondial exige la guerre entre chaque catégorie socio-professionnelle (paysans, fonctionnaires, sous-cadres, retraités, actifs...), entre chaque ville (ce qui est bon pour Flins n'est pas bon pour Vilvorde), entre les régions, les races, les sexes.* »

Insécurité généralisée, guerre de chacun contre chacun, inégalités croissantes, banalisation culturelle, perte de tous les cadres de référence, solitude au milieu de la foule : le bilan provisoire de la mondialisation, sous l'égide du capitalisme planétaire et à son seul profit, ne devrait pas véritablement faire discussion. Tel n'est pourtant pas le cas si l'on en juge par le déferlement médiatique.

Comment l'expliquer ? Emmanuel Todd s'y essaie, en relevant que l'aveuglement dont, contre toute évidence, font preuve des classes supérieures européennes « *aussi égarées que celles des années 30* » n'obéit pas uniquement à des intérêts matériels. Il doit être recherché hors de la sphère économique : « *Nous devons admettre l'existence, au coeur de l'être humain, d'un programme de négation de la réalité, capable de générer l'illusion nécessaire à la vie.* » Dans ces conditions, quand le groupe - la nation - est effacé, « *l'individu est ramené à l'évidence centrale, intolérable. Le programme humain de fuite hors de la réalité entre en action. Hors des croyances collectives, le long terme n'a plus de sens. Une préférence pour le court terme, des hommes, des sociétés et des économies peut s'installer* ».

A part la nation, « *idée qui n'est pas simple* », admet Yves Lacoste, « *et qui peut même se révéler fort dangereuse* », mais néanmoins « *croyance collective raisonnable* », dit Emmanuel Todd, quel recours subsiste face à la barbarie de la mondialisation ? Demain, peut-être, l'Europe ? Mais certainement pas celle de Maastricht et de la Banque centrale.

(1) Ces trois formules sont utilisées par Alain Minc dans son essai *La Mondialisation heureuse*, Plon, Paris, 1997.

(2) Yves Lacoste, *Vive la nation. Destin d'une idée géopolitique*, Fayard, Paris, 1997, 140 F.

(3) Pierre-André Taguieff, « Du Front national », *Le Banquet*, Paris, no 10, premier semestre 1997. Cette idée avait préalablement été développée dans *Les Fins de l'antiracisme*, Michalon, Paris, 1995.

(4) Emmanuel Todd, *L'Illusion économique. Essai sur la stagnation des sociétés développées*, Gallimard, Paris, 1998, 321 pages, 115 F.

(5) Lire François Chesnais, « La face financière d'une crise de surproduction », *Le Monde diplomatique*, février 1998.

(6) Denis Collin, *La Fin du travail et la mondialisation. Idéologie et réalité sociale*, L'Harmattan, Paris, 1997, 206 pages, 110 F.

(7) Philippe Labarde et Bernard Maris, *Dieu, que la guerre économique est jolie !*, Albin Michel, Paris, 1998, 215 pages, 98 F.

Le Politique se doit d'encadrer la vision historique qui est dispensée aux jeunes Français. Prohibant tout dénigrement systématique du meilleur réalisé par la France et les Français, en métropole et ailleurs, ce qui n'exclut, bien entendu, ni la lucidité, ni la réflexion, l'instruction doit transmettre, dans le respect de la chronologie et l'honnêteté des analyses, les hauts faits et gestes de la Mémoire nationale. L'enseignement public le fit jusqu'à une date récente : « D'autres peuples, à une époque privilégiée, ont eu un épanouissement magnifique, supérieur à celui de la France, mais ils ont été ensuite épuisés. La France seule a su se renouveler sans cesse. A toute époque, les arts y ont fleuri. Des milliers de monuments attestent cette gloire. Enfant, tu es l'héritier de tous ceux qui, depuis l'origine des âges, ont vécu sur le sol où tu as grandi. Quelles qu'aient été leur religion ou leurs idées, ils ont travaillé pour toi. Respecte les pierres qui rappellent leur existence, leur travail, leurs pensées. Conserve ce patrimoine précieux qui honore la France. » (Léon Rosenthal, *Notre art national, abrégé de l'histoire de l'art français des origines à nos jours*, manuel des écoles publiques avant 1914).

Le retour à l'histoire événementielle, injustement décriée au profit d'une histoire globalisante et sociologique est, de ce point de vue, fondamental. De même qu'on ne peut écrire sans maîtriser l'orthographe et la syntaxe, de même la formation du citoyen passe-t-elle impérativement par la compréhension et l'assimilation des faits qui forment l'histoire de France.

Tout citoyen est évidemment libre d'interpréter comme bon lui semble les faits historiques. Mais ces derniers demeurent le repère essentiel, le « vêtement commun national » à tous les Français, expression de leur unité au-delà de leurs différences de nature. C'est ce principe qui fonde l'admission d'un naturalisé au sein de la communauté nationale. Il doit assimiler pour s'assimiler : puisqu'il n'est pas Français par le sang, il doit le devenir de tout son esprit et sans retour, dans les mœurs, la langue, l'éducation qu'il donne à ses enfants.